

Chers camarades, vous êtes militants dans des organisations syndicales de salariés, vous avez probablement tous derrière vous toute une vie militante en temps que travailleurs « actifs » et engagés syndicalement, et vous continuez le combat en étant toujours militants et actifs, même si l'INSEE ne vous classe plus dans cette dernière catégorie.

Aussi, je pense pouvoir commencer ma réponse par « chers camarades », nous sommes des camarades de combat contre le patronat et l'exploitation, et aussi contre les gouvernements qui gèrent le système capitaliste.

Je réponds à votre courrier au nom des candidats de Lutte ouvrière du Calvados. La plupart ont ou ont eu un engagement syndical important, ont été militants également toute leur vie et continuent.

### **Pouvoir d'achat :**

Vous dénoncez à juste titre la désindexation des retraites sur les salaires par Chirac en 1987, qui n'a pas été rétablie par le 2<sup>e</sup> septennat de Mitterrand, et a précédé la réforme Balladur de 1993 (passage aux 40 annuités dans le privé, changement du calcul des années de références, etc.). À l'époque, c'était un moyen pour baisser les retraites, alors que les travailleurs réussissaient encore à obtenir des hausses de salaires par de grandes grèves (infirmières, Snecma, Chausson, etc.).

Aujourd'hui, nous sommes évidemment favorables à cette réindexation (**question 1**), mais elle ne suffirait pas : en effet les salaires eux-mêmes décrochent depuis des années des prix, vos propres organisations le dénoncent. Elles chiffraient parfois à plusieurs centaines d'euros la perte de pouvoir d'achat, avant même l'emballlement des prix qu'on connaît depuis 2021, aggravé depuis la guerre en Ukraine. L'emballlement est tel que les promesses au rabais de certains partis candidats aux législatives de porter le SMIC à 1500 € vont être rattrapées par Macron. Ce dernier n'a rien promis, mais avec bientôt 10 % d'inflation dans la zone euros le Smic sera à 1500 € en 2025 sans rien faire, et les salariés seront toujours aussi pauvres, mais seront nombreux à avoir été rattrapés par le Smic.

Pour notre part, nous ne faisons pas de promesses électorales, nous défendons un programme de lutte, car les travailleurs n'ont jamais rien eu sans lutte, et car les luttes des travailleurs, pour converger, pour attaquer l'exploitation patronale à sa racine, ont besoin de devenir politiques. Et nous défendons – pour le moment – le Smic à 2000 €, et un même niveau de 2000 € pour les pensions, les allocations adultes handicapés (**ce qui répond à la question 2**). Les propriétaires ne baissent pas le loyer parce qu'on est retraités, Engie ou les supermarchés n'adaptent pas leurs tarifs quand on est pensionnés, alors il n'y a pas de raison que les pensions soient inférieures au dernier salaire touché. Au-delà, nous défendons des augmentations de 300, 400, 500 € pour tous, et les grèves qui ont éclaté ici ou là, dans des entreprises parfois importantes, nous ont rassérénés.

Nous défendons l'indexation de nos paies sur le coût de la vie, non pas le niveau des prix publié par l'INSEE, mais le coût constaté par les travailleurs, par les habitants des quartiers populaires, au jour le jour, avec des réajustements de salaires immédiats.

Comme je l'ai dit, c'est un programme de combat, on ne l'obtiendra pas par une loi car le patronat dans les grandes entreprises et dans leurs réseaux de sous-traitants, de PME et autres PMI, fait ce qu'il veut, sauf si les travailleurs s'organisent face à lui. Il faut que toutes les classes populaires s'engagent et participent, y compris ceux qui aujourd'hui subissent et laissent militer les autres, car il n'y a qu'avec un contrôle collectif le plus vaste qu'on pourra rester acteur et empêcher les patrons de nous reprendre d'une main ce qu'ils font semblant d'accorder de l'autre, autour du tapis vert d'une négociation de façade.

Ce long développement répond à vos questions 1 et 2 je pense. Pour la **3ème question**, nous sommes contre les taxes et impôts payés par les travailleurs (et les salariés retraités bien sûr) : les travailleurs sont exploités par le patronat, et on leur demande encore de payer collectivement pour les dépenses

de l'État. Pas d'accord, c'est au grand patronat de payer sur ses profits. « L'impôt saigne le malheureux », comme dit l'Internationale, et en plus il sert à payer les forces policières envoyées contre nos manifestations et les forces militaires envoyées contre les populations des pays pauvres. Alors nous sommes pour supprimer la CSG mais aussi la TVA, l'impôt sur le revenu des salariés, et en cela nous ne faisons que reprendre le programme de la CGT des débuts.

#### **Santé, question 4 :**

Bien sûr, nous sommes pour des embauches massives, et des moyens financiers les plus larges pour la santé, comme pour l'éducation d'ailleurs. Aucun gouvernement ne nous le donnera, quoi que les candidats prétendent. Le gouvernement Borne ou quiconque la remplacerait dans les institutions de la République française sera débordé par les hausses de prix, les tensions internationales, la concurrence capitaliste, et justifiera toujours les milliards donnés aux patrons sous forme de subventions ou d'achats d'armes par exemple. Même l'écologie, maintenant, devient un prétexte pour subventionner PSA, Total ou d'autres du même acabit. Une fois ces milliards donnés aux riches, il faut bien économiser sur le reste.

Alors là aussi, il faut un vaste mouvement des travailleurs pour imposer qu'on sauve le système de santé, et en fait il faudra la révolution sociale pour casser la logique de ce système capitaliste de plus en plus fou.

Je tiens à signaler que la santé comme les retraites pâtissent d'une escroquerie supplémentaire : la sécurité sociale actuelle est payée uniquement par les salariés. En effet, les cotisations diverses étant proportionnelles aux salaires, pour les patrons, cela entre dans le prix d'un travailleur. Ils l'exploitent autant qu'ils peuvent, et personne ne leur demande de compte sur le profit qu'ils font. Dans la période actuelle où la pression contre les salaires est permanente, le budget de la sécurité sociale est simplement victime de la rapacité patronale. Si certaines cotisations sont baptisées « charges patronales », c'est juste un bourrage de crâne destiné à culpabiliser les travailleurs. Cela masque que seuls les travailleurs payent la sécu, et la fameuse solidarité intergénérationnelle n'en est une qu'entre les salariés. Si on veut faire participer les patrons, il faudra prendre directement sur les profits des entreprises.

Les actionnaires sont pris en charge par le même système de soin quand ils ont un accident ou un cancer, et même un certain nombre de caisses de retraites patronales ont été renflouées par la Sécu dans le passé. En substance, les salariés cotisent pour leur propre retraite et leur propre sécu... et payent pour certains de leurs exploités !

Nous sommes pour que la santé et les retraites soient intégralement payées sans discussion par la bourgeoisie, sur ses profits industriels et autres revenus financiers. Cela ne serait pas la « sécu » actuelle, c'est juste le programme des militants ouvriers des origines, avant que la social démocratie n'amorce ses trahisons et son adaptation au capitalisme.

Autant nous sommes les premiers à manifester contre les remises en cause de la sécurité sociale qui à chaque fois aggravent le sort des salariés, autant nous ne faisons pas de système une panacée.

J'en profite pour souligner un point essentiel de notre programme de lutte, qui n'est pas une réponse à vos questions mais une condition nécessaire à tout le reste : il faudra, dans les mobilisations à venir, que l'idée de la transparence sur l'économie soit reprise par les travailleurs. Le secret des affaires, le secret industriel, le devoir de réserve et autres clauses du contrat de travail devront être abolis et interdits, pour qu'on puisse juger ce que sont exactement les profits du patronat, qui en fait, qui écrase les sous traitants, quelles banques les accumulent, etc.

La productivité du travail a été multipliée par 10 ou 20 en 50 ans, et on vient nous dire qu'on ne peut pas payer les retraites, tandis que les salariés ont en face d'eux des patrons qui n'ont jamais les moyens d'augmenter les salaires. Pour les empêcher de mentir, les travailleurs devront collectivement les mettre sous contrôle.

### **EHPAD, question 5 :**

En effet, vous faites bien de soulever le problème, sujet de scandales permanent, même avant la publication du livre « les fossoyeurs », quand journalistes et politiciens jouaient les sourdingues. Il faut exproprier les groupes de maisons de retraites, c'est-à-dire les étatiser sans indemnités ni rachat, en les confisquant à leurs actionnaires. Et il faut intégrer la gestion de ces établissements au plan d'embauche et d'investissement dont j'ai parlé plus haut pour la santé, et qui doit être la ligne politique pour l'éducation, les transports, et les autres secteurs d'utilité publique.

Alors oui pour la prise en charge à 100 % de la dépendance, avec cette réserve que nous ne sommes pas pour le financement par les salariés de ces dépenses indispensables. La facture à ceux qui nous exploitent, à la classe capitaliste !

### **Services publics, question 6 :**

Bien sûr, il faut des embauches massives et le retour à la présence humaine. Non seulement pour les démarches des habitants des quartiers ou des communes isolées, mais aussi pour les transports, les communications, dont ont besoin ces habitants.

### **Écoute, question 7 :**

C'est sans doute la seule divergence que nous ayons avec les attendus sous-jacents de vos questions. Nous avons un ministère de l'écologie qui a entériné les pollutions et les mains libres aux industriels, un ministère de l'égalité homme-femme qui n'a rien fait pour l'égalité, un ministère du travail occupé entre autre par E. Borne qui a démolit les protections légales conquises par les travailleurs à d'autres époques, et ainsi de suite. Pourquoi réclamer un ministère de plus ?

Il faut changer ce système, et seule une profonde révolution sociale, avec la prise du pouvoir gouvernemental et du pouvoir dans toutes les entreprises par les travailleurs, pourra résoudre les problèmes brûlants qu'on connaît et qui vont s'aggraver. Vous êtes retraités, comme notre camarade Arlette Laguillier, comme elle vous avez vécu les trahisons de Mitterrand, de Jospin, de Hollande, avec des unions de partis au pouvoir ou soutenant les gouvernements renégats. Dans la région ce sont eux qui ont fermé la SMN, Moulinex, Isoroy et d'autres.

Inutile de remonter à toutes les époques, même si on entend en ce moment beaucoup de contre vérités sur l'époque Blum, où la chambre des députés n'a rien apporté aux travailleurs : les congés payés et autres conquêtes ont été cédés par un patronat effrayé par la grève générale. Les députés n'ont servi qu'à convaincre les travailleurs de s'en contenter, de cesser la grève et de rentrer dans le rang... avant que la plupart des mêmes députés ne plébiscitent Pétain 3 ans plus tard.

Comment peut-on encore croire que quelque chose de positif viendra des ministères et des politiciens ? Je conclurai en citant le toast de Londres de Blanqui : « pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. Que le peuple choisisse ! »

Finalement, les leçons avaient été tirées bien avant Mitterrand, et le mouvement ouvrier ne devraient pas les oublier.

Fraternellement

Pierre Casevitz

Parti politique : Lutte ouvrière